- (b) Le terrain est-il solide ou non, sablonneux, argileux, etc. ?
- 4 (a) Pouvez-vous faire adopter par votre conseil municipal, des résolutions favorables à la construction d'un chemin de fer qui serait LE PROLONGEMENT DE "L'INTERCOLONIAL" jusqu'à un point vis-à-vis Montréal ?
- (b) Quand pourriez-vous faire adopter ces résolutions ?
- 5 (a) L'opinion publique dans votre localité, est-elle favorable à ce projet ?
- (b) Quelles sont les objections s'il y en a ?
- 6 Quelles suggestions nouvelles pourriez-vous faire au sujet de ce projet et qui ne seraient pas provoquées par les questions qui précèdent ?

Qu'il apparait par l'ensemble de toutes les réponses qui ont été faites aux questions précédentes : 1° qu'il existe déjà un chemin de fer, celui de Montréal à Sorel ; 2° que cette voie ferrée est dans une situation précaire et qu'elle n'est pas administrée de façon à donner la satisfaction et les avantages qu'on en espérait ; 3° que déjà il existe des commencements de travaux d'une nouvelle voie qui s'étendrait depuis la région de Sorel jusqu'à Lévis, mais que ces travaux semblent ne pas devoir aboutir à un résultat pratique ; 4° que la population productive des paroisses de la rive droite du St-Laurent entre Laprairie et Lévis atteint le chiffre de près de 70,000 âmes ; 5° que la production exportable annuellement des dites paroisses et des paroisses immédiatement voisines est d'environ \$3,700,000 ; 6° que plusieurs industries importantes y seraient en exploitation et que l'agriculture s'y développerait davantage, si elles étaient favorisées d'un chemin de fer ; 7° Que le territoire d'un chemin qui relierait entre elles les dites paroisses, ne présente aucune difficulté sérieuse de construction ; 8° enfin, que toute la population de la région de la rive sud du St-Laurent entre Longueuil et Lévis est parfaitement unanime à demander la construction de la ligne projetée.

Que la Chambre de Commerce du District de Montréal, après un examen de la question à la suite des données qu'elle s'était ainsi procurées au préalable, a préparé un projet de résolution qu'elle a communiqué aux principaux personnages des paroisses des villes et villages, ainsi qu'aux membres des parlements d'Ottawa et de Québec, aux Sénateurs et aux Conseillers législatifs des divisions intéressées, en les invitant en même temps à se rendre à Nicolet, comme étant l'endroit le plus convenable, le 26 Octobre 1889, pour y discuter le dit projet de résolution :